

Art. 2. In artikel 15 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 juli 1996 betreffende de administratieve- en begrotingscontrole, gewijzigd door artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 december 2001, werden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1°- in alinea 1, punt 3°, c), werden de woorden « 30.000 euro » vervangen door de woorden « 50.000 euro »;
- 2°- in alinea 1, punt 4, b), werden de woorden « 24.800 euro » vervangen door de woorden « 30.000 euro »;
- 3°- in alinea 1, punt 4°, c), werden de woorden « 3.100 euro » vervangen door de woorden « 5.500 euro »;
- 4°- in alinea 2, werden de woorden « 31.000 euro » vervangen door de woorden « 50.000 euro » en de woorden « 3.100 euro » vervangen door de woorden « 5.500 euro »;

Art. 3. De Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie worden beast, voor wat hen betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Opgemaakt te Brussel, op 6 oktober 2016.

Voor het College :

F. LAANAN,

Minister-presidente van de Brusselse Franstalige Regering, bevoegd voor de Begroting, het Onderwijs, het Schooltransport, de Kinderopvang, Sport en Cultuur

R. VERVOORT,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de Sociale Samenhang en Toerisme

C. JODOGNE,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor het openbaar ambt, het gezondheidsbeleid

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de beroepsopleiding

C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Franstalige bevoegd voor het Hulpbeleid voor personen met een handicap, de Sociale Actie, het Gezin en internationale Betrekkingen

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200641]

26 JANVIER 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à l'hébergement des personnes en difficultés sociales

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé modifié par les décrets du 20 février 2014 et du 28 avril 2016, les articles 78, alinéa 3, 114, 115, § 3, et 116, § 2;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2016;

Vu le rapport établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis n° 60.680/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de l'Action sociale, donné le 6 décembre 2016;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 76 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les mots "30 juin" sont remplacés par les mots "31 mars".

Art. 3. L'article 91 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 91. Tout abri de nuit dispose d'au moins :

1° un éducateur temps plein justifiant au minimum d'une qualification classe 2B lorsqu'il possède moins de dix places agréées;

2° deux éducateurs temps plein justifiant au minimum d'une qualification classe 2B lorsqu'il possède de dix à quinze places agréées;

3° trois éducateurs temps plein justifiant au minimum d'une qualification classe 2B lorsqu'il possède de seize à vingt places agréées;

4° un directeur temps plein et 4 éducateurs justifiant au minimum d'une qualification classe 2B lorsqu'il possède de vingt et un à trente places agréées;

5° un directeur temps plein et six éducateurs temps plein justifiant au minimum d'une qualification classe 2B lorsqu'il possède plus de trente places agréées.

Une des personnes visées à l'alinéa 1^{er}, points 2° et 3°, exerce les fonctions de directeur. »

Art. 4. Dans l'intitulé de la section 4 du chapitre 2 du titre III du livre 1^{er} de la 2^e partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les mots "et programmation territoriale" sont ajoutés.

Art. 5. L'article 93 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 93. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, la programmation visée à l'article 114, alinéa 1^{er}, du Code décretaal est établi pour l'année 2017 comme suit :

Maisons d'accueil : 1 578 places;

Maisons de vie communautaire : 211 places.

Abris de nuit : 226 places.

§ 2. Les places subventionnées en maison d'accueil et en maison de vie communautaire sont réparties par province comme suit :

Province	Maisons d'accueil	Maisons de vie communautaire	Total
Brabant wallon	150	10	160
Hainaut	603	78	681
Liège	482	73	555
Luxembourg	139	39	178
Namur	204	11	215

§ 3. A partir de l'année 2018, le Gouvernement fixe annuellement la programmation et la répartition territoriale des maisons d'accueil et maisons de vie communautaire en fonction des nouvelles demandes de subventionnement et/ou des augmentations de subventionnement selon la procédure fixée à l'article 113.

Ces décisions sont publiées annuellement au *Moniteur belge* avant le 31 janvier.

§ 4. Un abri de nuit au minimum est agréé dans les communes de plus de 50 000 habitants.

Un abri de nuit au minimum est agréé dans chaque province et est organisé par un pouvoir local, une association sans but lucratif ou une fondation ou par une province dans le cadre de ses missions de supracommunalité.

§ 5. La programmation territoriale des abris de nuit prévue au paragraphe 4 doit être réalisée pour le 31 décembre 2018. »

Art. 6. Dans l'article 96 du même Code les mots "ou éducateur A1" sont à chaque fois insérés entre les mots "assistant social" et les mots "ou licencié en sciences humaines" et les mots "ou éducateurs A1" sont à chaque fois insérés entre les mots "assistants sociaux" et les mots "ou licenciés en sciences humaines".

Art. 7. A l'article 97 du même Code modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Un nombre maximal de vingt-quatre maisons d'accueil qui peuvent bénéficier de cette subvention est réparti par province en fonction de la population :

- Brabant wallon : 3;

- Hainaut : 9;

- Liège : 7;

- Luxembourg : 2;

- Namur : 3.

Une priorité est accordée aux maisons possédant les moyennes les plus élevées de nuitées de femmes victimes de violences conjugales durant les trois années précédant l'introduction de la demande de subvention. »;

b) dans l'alinéa 4, les mots "ou éducateur A1" sont insérés entre les mots "assistant social" et les mots "un porteur d'un grade académique de deuxième cycle en sciences humaines";

c) dans l'alinéa 5, 2^o, le mot "aide" est remplacé par les mots "protection et un soutien".

d) un alinéa 8 rédigé comme suit : "8^o élaborer un relevé statistique annuel en matière de violences conjugales conformément à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique." est ajouté.

Art. 8. A l'article 98, alinéa 1^{er}, du même Code, le mot "cinquante" est inséré entre les mots "d'au moins" et le mot "places".

Art. 9. Dans le même Code, il est inséré un article 100/1 rédigé comme suit :

« Art. 100/1. Les subventions accordées aux abris de nuit en vertu de l'article 109, § 3, peuvent couvrir des dépenses de personnel. »

Art. 10. A l'article 101, § 2, du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots "aux articles 103 à 106 et 110 du Code décretaal" sont remplacés par les mots "aux articles 94 à 98 et 100";

2^o le mot "prévues" est remplacé par le mot "concernées".

Art. 11. L'article 109 du même Code est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Dans la limite des crédits budgétaires, est allouée aux abris de nuit, une subvention annuelle de 2.500 euros par place agréée.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux extensions d'abri de nuit durant la période hivernale ni aux abris de nuit disposant d'un accord de principe tel que visé à l'article 89 du décret. »

Art. 12. A l'article 110 du même Code, les mots "§ 1^{er} et § 2" sont insérés entre les mots "des articles 95, 96, 97, 98 et 109" et les mots "le montant des subventions".

Art. 13. L'article 113 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les maisons d'accueil et maisons de vie communautaire qui introduisent une première demande de subventionnement doivent avoir fonctionné au moins deux années à dater de leur agrément afin de déterminer, via leur taux d'occupation, le nombre de places subventionnées auxquelles elles peuvent prétendre. Elles introduisent leur demande de subventionnement accompagnée :

- d'un relevé du nombre de nuitées des bénéficiaires dans le sens de l'article 66, 10^o, du Code décretaal sur une période de deux ans précédant la demande;

- des documents probants relatifs aux exigences prévues aux articles 94 à 107.

§ 2. Les abris de nuit introduisent leur demande de subventionnement soit en cours d'agrément soit concomitamment à la demande d'agrément.

§ 3. Les demandes de subventionnement introduites selon les paragraphes 1^{er} et 2 du présent article et les modifications de subventionnement introduites selon l'article 76 sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

1^o la mission de l'établissement : maison d'accueil, maison de vie communautaire ou abri de nuit;

2^o l'augmentation proportionnelle de la capacité agréée multipliée par le rapport entre le nombre de bénéficiaires du RIS de l'arrondissement où l'établissement exerce son activité et la population de cet arrondissement.

§ 4. Toute demande de subventionnement ou de modification de subventionnement complète, introduite par un établissement n'ayant pas été retenue lors de la programmation de l'année, est automatiquement prise en compte lors de l'application des critères de programmation visés au paragraphe 3 de l'année qui suit, moyennant l'actualisation des données la composant. »

Art. 14. Dans l'article 116, alinéa 5, du même Code, les mots "le 31 janvier de la troisième année d'agrément" sont remplacés par les mots "le 1^{er} mars de chaque année".

Art. 15. Dans l'article 118 du même Code, les mots "aux articles 97, 99 et 102 du Code décretaal" sont remplacés par les mots "aux articles 97, 99, 102 et 104 du Code décretaal".

Art. 16. Dans l'article 132 du même Code, les mots "avant le 1^{er} octobre 2004" sont insérés entre les mots "maison de vie communautaire" et les mots ", ne dispose pas".

Art. 17. Dans l'annexe 6, point A, du même Code, le point 2 est remplacé par ce qui suit :

« 2. Les caractéristiques du projet :

a) public hébergé;

b) réponses apportées à la demande d'hébergement :

- en termes de structure;

- en termes d'accueil des femmes et/ou des enfants;

- en termes d'accueil des animaux de compagnie;

- en termes de relais. »

Art. 18. Dans le même Code, l'annexe 14 relative aux dépenses éligibles en matière de frais de fonctionnement est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 19. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2017.

Art. 20. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 janvier 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Annexe

« Annexe 14 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Dépenses éligibles en matière de frais de fonctionnement

1. Maisons d'accueil et maisons de vie communautaire

Intitulé	Montant
1° Fourniture administration	
Téléphone, Fax, Gsm, Internet	+
Frais postaux	+
Fournitures de bureau	+
Petit matériel divers de bureau	+
Matériel informatique et logiciels	+
Frais d'abonnement, de publications, livres et documentation	+
2° Rétributions de tiers liées à l'administration	
Assurances, RC et autres assurances	+
Honoraires (comptable, avocat,...)	+
Secrétariat social	+
Cotisations aux groupements professionnels	+
Frais de formations	+
3° Transports et frais y afférents liés à l'administration	
Frais de transport du personnel (missions)	+
Frais de missions (autres que le transport)	+
Personnel intérimaire et personnes mises à disposition affectés au travail administratif	+
Frais de loisirs et activités éducatives	+
Frais de personnel administratif	+
4° Réductions de valeurs sur créances commerciales à un an au plus	
Créances irrécupérables autres que celles des hébergés (dotation)	+
Créances irrécupérables autres que celles des hébergés (reprise)	-
5° Charges fiscales d'exploitation	
Autres taxes (non liées à l'hébergement)	+
Participation des hébergés	-
Participations des hébergés dans les frais de téléphone	-
Participations des hébergés dans les frais d'activités	-

2. Abris de nuit

Intitulé	Montant
1° Frais relatifs à l'hébergement	
Loyers et charges locatives	+
Eau, électricité, chauffage	+
Frais d'entretien, de lingerie domestique, de buanderie	+
Autres frais liés à l'hébergement	+
2° Frais de personnel de direction et socio-éducatif	
3° Transports et frais y afférents liés à l'administration	
Frais de transport du personnel (missions)	+
Frais de missions (autres que le transport)	+
Frais de personnel administratif	+
4° Fourniture administration	
Téléphone, Fax, Gsm, Internet	+
Frais postaux	+
Fournitures de bureau	+
Petit matériel divers de bureau	+
Matériel informatique et logiciels	+
Frais d'abonnement, de publications, livres et documentation	+

Intitulé	Montant
5° Rétributions de tiers liées à l'administration	
Assurances, RC et autres assurances	+
Honoraires (comptable, avocat,...)	+
Secrétariat social	+
Cotisations aux groupements professionnels	+
Frais de formations	+
6° Charges fiscales d'exploitation	+

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à l'hébergement des personnes en difficultés sociales.

Namur, le 26 janvier 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/200641]

26 JANUARI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de huisvesting van in sociale moeilijkheden verkerende personen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, gewijzigd bij de decreten van 20 februari 2014 en 28 april 2016, inzonderheid op de artikelen 78, derde lid, 114, 115, § 3, en 116, § 2;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 oktober 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2016;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 april 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies nr. 60.680/4 van de Raad van State, gegeven op 11 januari 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de l'Action sociale" (Waalse Commissie voor Sociale Actie), gegeven op 6 december 2016;

Op de voordracht van de Minister van Sociale actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In artikel 76 van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "31 maart".

Art. 3. Artikel 91 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art.9. Elk nachtasiel beschikt minstens over :

2° één opvoeder (voltijds) met minimum een kwalificatie klasse 2B als het over minder dan 10 erkende plaatsen beschikt;

2° twee opvoeders (voltijds) met minimum een kwalificatie klasse 2B als het over tien tot vijftien erkende plaatsen beschikt;

3° drie opvoeders (voltijds) met minimum een kwalificatie klasse 2B als het over zestien tot twintig erkende plaatsen beschikt;

4° één directeur (voltijds) en vier opvoeders met minimum een kwalificatie klasse 2B als het over eenentwintig tot dertig erkende plaatsen beschikt;

4° één directeur (voltijds) en zes opvoeders (voltijds) met minimum een kwalificatie klasse 2B als het over meer dan dertig erkende plaatsen beschikt.

Eén van de personen bedoeld in het eerste lid, 2° en 3°, vervult de functies van directeur. »

Art. 4. In het opschrift van afdeling 4, van hoofdstuk 2, titel III van Boek I van het tweede deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid worden de woorden "en territoriale programmering" toegevoegd.

Art. 5. Artikel 93 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 93. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt de in artikel 114, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde programmering voor het jaar 2017 vastgelegd als volgt :

Opvangtehuizen : 1 578 plaatsen; Gemeenschapshuizen : 211 plaatsen.

Nachtasielen : 226 plaatsen.

§ 2. De gesubsidieerde plaatsen in opvangtehuizen en gemeenschapshuizen worden per provincie verdeeld als volgt :

Provincie	Opvangtehuizen	Gemeenschapshuizen	Totaal
Waals-Brabant	150	10	160
Henegouwen	603	78	681
Luik	482	73	555
Luxemburg	139	39	178
Namen	204	11	215

§ 3. Vanaf het jaar 2018 legt de Regering jaarlijks de programmering en de territoriale verdeling van de opvangtehuizen en gemeenschapshuizen vast naar gelang van de nieuwe subsidieaanvragen en/of subsidieverhogingen volgens de in artikel 113 bepaalde procedure.

Die beslissingen worden jaarlijks vóór 31 januari in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 4. Minimum één nachtsiel wordt in de gemeenten van meer dan 50 000 inwoners erkend.

Minimum één nachtsiel wordt in elke provincie erkend en wordt door een plaatselijke overheid, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting of door een provincie in het kader van haar bovengemeentelijke opdrachten georganiseerd.

§ 5. De in § 4 bedoelde territoriale programmering van de nachtsielen moet uiterlijk op 31 december 2018 verricht worden. »

Art. 6. In artikel 96 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of opvoeder A1" telkens ingevoegd tussen de woorden "maatschappelijk assistent" en de woorden "of licentiaat in de menswetenschappen".

Art. 7. Artikel 97 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2014, wordt vervangen als volgt :

a) het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Een maximumaantal van vierentwintig opvangtehuizen die voor deze subsidie in aanmerking kunnen komen, wordt per provincie naar gelang van de bevolking verdeeld :

- Waals-Brabant : 3;

- Henegouwen : 9;

- Luik : 7;

- Luxemburg : 2;

- Namen : 3.

Voorrang wordt gegeven aan de opvangtehuizen met de hoogste gemiddelden overnachtingen van vrouwen die het slachtoffer van partnergeweld zijn in de loop van de drie jaren voorafgaand aan de indiening van de subsidieaanvraag. »;

b) in het vierde lid worden de woorden "of voor een opvoeder A1" ingevoegd tussen de woorden "maatschappelijk assistent" en de woorden "of voor de houder van een academische graad van de tweede cyclus in het vak menswetenschappen";

c) in het vijfde lid, 2°, wordt het woord "hulpverlening aan" vervangen door de woorden "bescherming en ondersteuning van".

d) er wordt een achtste lid toegevoegd, luidend als volgt : "8° een jaarlijks statistisch overzicht van het partnergeweld opmaken overeenkomstig het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld".

Art. 8. In artikel 98, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt, in de Franse versie, het woord "cinquante" ingevoegd tussen de woorden "d'au moins" en het woord "places".

Art. 9. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 100/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 100/1. De subsidies die krachtens artikel 109, § 3, aan de nachtsielen worden toegekend, kunnen de personeelsuitgaven dekken. »

Art. 10. Artikel 101, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen als volgt :

1° de woorden "in de artikelen 103 tot 106, en 110 van het decreetgevend deel van het Wetboek" worden vervangen door de woorden "in de artikelen 94 tot 98 en 100";

2° het woord "voorzien" wordt vervangen door het woord "betrokken".

Art. 11. Artikel 109 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt een jaarlijkse subsidie van 2500 euro per erkende plaats aan de nachtsielen toegekend.

De in het eerste lid bedoelde subsidie is niet van toepassing op de nachtsieluitbreidingen tijdens de winterperiode, noch op de nachtsielen die een over een principeakkoord zoals bedoeld in artikel 89 van het decreet beschikken. »

Art. 12. In artikel 110 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "§ 1 en § 2" ingevoegd tussen de woorden "van de artikelen 95, 96, 97, 98 en 109 " en de woorden "wordt het bedrag van de subsidies".

Art. 13. Artikel 113 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« § 1. De opvangtehuizen en gemeenschapshuizen die een eerste subsidieaanvraag indienen moeten minstens twee jaar te rekenen van hun erkenning gewerkt hebben om het aantal gesubsidieerde plaatsen waarop ze aanspraak kunnen maken, via hun bezettingspercentage, te bepalen. Ze dienen hun subsidieaanvraag in samen met :

- een lijst van het aantal overnachtingen van de begunstigden in de zin van artikel 66, 10 °, van het decreetgevend deel van het Wetboek over een periode van twee jaar voor de aanvraag;

- bewijsstukken betreffende de eisen bedoeld in de artikelen 94 tot 107.

§ 2. De nachtsielen dienen hun subsidieaanvraag ofwel in de loop van de erkenning, ofwel samen met de erkenningsaanvraag in.

§ 3. De subsidieaanvragen ingediend volgens de §§ 1 en 2 van dit artikel en de subsidiëeringswijzigingen ingediend volgens artikel 76 worden onderzocht en gerangschikt op grond van de volgende criteria:

1° de opdracht van de inrichting: opvangtehuis, gemeenschapshuis of nachtsiel;

2° de evenredige verhoging van de erkende capaciteit vermenigvuldigd met de verhouding tussen het aantal begunstigden van het leefloon van het arrondissement waarin de inrichting haar activiteit uitoefent en de bevolking van dit arrondissement.

§ 4. Elke volledige subsidieaanvraag of aanvraag tot wijziging van de subsidiëring ingediend door een inrichting die niet in aanmerking werd genomen bij de programmering van het jaar wordt automatisch in aanmerking genomen bij de toepassing van de in paragraaf 3 bedoelde programmeringscriteria van het volgende jaar, mits bijwerking van de gegevens die ze inhoudt. »

Art. 14. In artikel 116, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "31 januari van het derde erkenningsjaar " vervangen door de woorden "1 maart van elk jaar".

Art. 15. In artikel 118 van hetzelfde Wetboek de woorden "in de artikelen 97, 99 en 102 van het decreetgevend deel van het Wetboek" vervangen door de woorden "in de artikelen 97, 99, 102 en 104 van het decreetgevend deel van het Wetboek".

Art. 16. In artikel 132 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "voor 1 oktober 2004" ingevoegd tussen de woorden "in een opvangtehuis of gemeenschapshuis" en de woorden "dat niet over de vereiste titels beschikt".

Art. 17. In bijlage 6, punt A, bij hetzelfde Wetboek wordt punt 2 vervangen als volgt :

« 2. Kenmerken van het project :

a) ondergebracht publiek;

b) antwoord op de huisvestingsaanvraag :

- in termen van structuur;

- in termen van opvang van vrouwen en/of kinderen;

- in termen van opvang van huisdieren;

- in termen van contactpunten. »

Art. 18. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 14 betreffende de uitgaven die in aanmerking komen voor de werkingskosten vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 19. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2017.

Art. 20. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 januari 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

BIJLAGE

« Bijlage 14 bij het Waals reglementair wetboek van sociale Actie en gezondheid

Uitgaven die in aanmerking komen voor de werkingskosten

1. Opvangtehuizen en gemeenschapshuizen

Label	Bedrag
1° Bestuurbenodigdheden	
Telefoon, Fax, Gsm, Internet	+
Postkosten	+
Kantoorbenodigdheden	+
Diverse kleine kantoorbenodigdheden	+
Informatiemateriaal en software	+
Abonnements-, publicatiekosten, boeken en documentatie	+
2° Bezoldigingen van derden in verband met het bestuur	
Verzekeringen, BA en andere verzekeringen	+
Erelonen (boekhouder, advocaat,...)	+
Sociaal secretariaat	+
Bijdragen aan de beroepsgroeperingen	+
Vormingskosten	+
3° Vervoer en bijhorende kosten in verband met het bestuur	
Verplaatsingskosten van het personeel (opdrachten)	+
Opdrachtkosten (andere kosten dan de verplaatsingskosten)	+
Uitzendkrachten en ter beschikking van de vennootschap gestelde personen betrokken bij het administratief werk	+
Recreatiekosten en educatieve activiteiten	+
Kosten van het administratief personeel	+
4° Waardeverminderingen op vorderingen op ten hoogste één jaar	
Andere oninvorderbare schuldvorderingen dan gehuisveste personen (dotatie)	+
Andere oninvorderbare schuldvorderingen dan gehuisveste personen (overname)	-
5° Bedrijfsbelastingen	
Andere belastingen (niet in verband met de huisvesting)	+
Bijdrage gehuisveste personen	-
Bijdrage gehuisveste personen in de telefoonkosten	-
Bijdrage gehuisveste personen in de activiteitskosten	-

2. Nachtsielen

Label	Bedrag
1° Kosten betreffende de huisvesting	
Huur en Huurkosten	+
Water, elektriciteit, verwarming	+
Onderhouds-, huislinnen- en was/droogkosten	+
Andere kosten gebonden aan de huisvesting	+
2° Kosten van het directiepersoneel en van het socio-educatieve personeel	
3° Vervoer en bijhorende kosten in verband met het bestuur	
Verplaatsingskosten van het personeel (opdrachten)	+
Opdrachtkosten (andere kosten dan de verplaatsingskosten)	+
Kosten van het administratief personeel	+
4° Bestuurbenodigdheden	
Telefoon, Fax, Gsm, Internet	+
Postkosten	+
Kantoorbenodigdheden	+
Diverse kleine kantoorbenodigdheden	+
Informaticamateriaal en software	+
Abonnements-, publicatiekosten, boeken en documentatie	+
5° Bezoldigingen van derden in verband met het bestuur	
Verzekeringen, BA en andere verzekeringen	+
Erelonen (boekhouder, advocaat,...)	+
Sociaal secretariaat	+
Bijdragen aan de beroepsgroeperingen	+
Vormingskosten	+
6° Bedrijfsbelastingen	

. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2017 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid betreffende de huisvesting van in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Namen, 26 januari 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT